

# ENTER!

Youth Meeting  
Rencontre de jeunes

Access to social rights  
for **all** young people!

Accès aux droits sociaux  
pour **tous** les jeunes!



STRASBOURG | 30 | 6 ▶ 3 | 7 | 2015

## MESSAGE



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

## **Message au Conseil de l'Europe par les participants de la Rencontre de jeunes *Enter!* 2015**

---

Nous, les 180 participants de la rencontre de jeunes *Enter!*, venus de tout le continent, tenons à dire combien nous apprécions la possibilité qui nous est donnée de créer et de vivre ensemble au Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe. Nous sommes attachés aux droits de l'homme et à la citoyenneté pour tous et voulons être des acteurs du changement.

Nous avons partagé nos expériences et nos points de vue sur les réalités auxquelles nous faisons face dans le domaine des droits sociaux, notamment sur la discrimination en matière d'accès à ces droits. Tous les jeunes d'Europe devraient grandir et vivre aujourd'hui sous la protection du système des droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Pourtant, nous sommes préoccupés par les conditions de vie et par les perspectives de beaucoup d'entre nous, dont les droits de l'homme sont trop souvent menacés ou qui sont parfois même privés de ces droits.

Les crises économiques et sociales, aggravées par les politiques d'austérité et la violence structurelle, ont des répercussions profondes sur les conditions de vie de beaucoup de jeunes et de leurs familles. L'accès au travail est une condition préalable indispensable à l'exercice d'autres droits et à notre autonomie. Trop de jeunes sont pessimistes sur leur avenir. Nous devons pouvoir rêver et croire que nos rêves peuvent se réaliser !

Nous sommes indignés par la réduction des services publics, notamment dans le secteur de la santé et dans le secteur social. Nous constatons avec inquiétude que les disparités s'accroissent en matière d'accès à une éducation de qualité. Or, une éducation de qualité est un droit, et non pas un privilège !

Nous ressentons de la colère face à l'augmentation de la discrimination et à la résurgence du racisme, auxquelles les gouvernements eux-mêmes contribuent parfois. Nous soutenons le Mouvement contre le discours de haine, qui doit être pris plus au sérieux par nos autorités. Nous demandons l'égalité de dignité pour tous, partout !

Nous sommes consternés par les conflits armés sur notre continent et par leurs effets sur la vie de millions de jeunes et de leurs familles.

Nous sommes inquiets face au manque de solidarité en Europe. Nous sommes particulièrement bouleversés par le sort de millions de migrants au cœur de l'Europe et sur ses côtes. Construire des murs ne peut pas être la solution !

Les jeunes sont une ressource précieuse pour toute société et devraient être reconnus comme tels.

Nous saluons l'adoption, par le Comité des Ministres, de la Recommandation sur l'accès des jeunes des quartiers défavorisés aux droits sociaux<sup>1</sup>. Nous espérons que son potentiel sera pleinement exploité et qu'elle atteindra son objectif : prévenir et éradiquer la pauvreté, la discrimination, la violence et l'exclusion que connaissent les jeunes. Elle doit maintenant être prise au sérieux par les autorités de nos pays. Il est impératif que les mesures proposées dans la Recommandation fassent toutes l'objet d'une égale attention. Nous espérons que le programme intitulé « Construire des sociétés inclusives » contribuera aussi à sa mise en œuvre.

En tant que jeunes engagés, en tant que multiplicateurs dans des organisations de jeunesse locales et dans le cadre de projets locaux, et en tant que membres d'autorités locales, nous sommes déterminés à apporter des changements positifs là où nous vivons. Nous avons besoin que le Conseil de l'Europe nous aide dans cette mission par les moyens suivants :

1. Reconnaître que le travail de jeunesse et les travailleurs de jeunesse contribuent beaucoup à aider les jeunes à accéder à l'autonomie et à exercer leurs droits. Il est

nécessaire de créer davantage de possibilités de formation pour les travailleurs de jeunesse. La formation de longue durée *Enter!* devrait continuer à servir de modèle et être reproduite. Considérer les travailleurs de jeunesse comme de véritables professionnels est un bon moyen d'améliorer l'impact de leur action.

2. Investir dans les centres de jeunesse et dans les structures similaires travaillant avec des jeunes, car elles permettent de promouvoir les valeurs de l'éducation non formelle. Les jeunes ont aussi besoin de lieux où se retrouver et lancer leurs propres initiatives.
3. Valoriser les activités sportives, culturelles et de loisir, qui contribuent à l'épanouissement personnel. Dans la transition vers l'autonomie, l'interaction entre jeunes est un moyen de promouvoir la cohésion sociale et de prévenir les processus destructeurs conduisant au racisme et à l'extrémisme.
4. Mieux reconnaître l'éducation non formelle et le travail de jeunesse. Il faudrait aussi encourager le resserrement des liens entre l'éducation non formelle et l'éducation formelle. L'éducation non formelle peut contribuer aux programmes scolaires en favorisant l'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté. Les méthodes adaptées aux jeunes et fondées sur les réalités qui sont utilisées dans le cadre de l'éducation non formelle constituent aussi un atout pour une éducation de qualité.
5. Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils consacrent des ressources financières au travail de jeunesse et à la promotion des droits sociaux pour tous. Le travail de jeunesse ne peut pas reposer uniquement sur des bénévoles non rémunérés.
6. Donner suite à la déclaration<sup>ii</sup> du Commissaire aux droits de l'homme concernant les effets négatifs des mesures d'austérité sur les enfants et les jeunes.

Lors de notre réunion, nous avons conçu des stratégies destinées à soutenir la mise en œuvre de la Recommandation là où nous vivons. Nous avons besoin que le Conseil de l'Europe soutienne nos actions par les moyens suivants :

7. Inciter les autorités locales, régionales et nationales à mettre en œuvre des politiques de jeunesse et d'autres mesures pour transformer la réalité vécue par les jeunes d'une manière qui corresponde au contenu de la Recommandation. Les besoins des jeunes doivent être le point de départ et être mis au centre de toutes les actions.
8. Faire régulièrement le point sur la mise en œuvre de la Recommandation et diffuser les bonnes pratiques dans les Etats membres. Les futures rencontres de jeunesse *Enter!* devraient y contribuer. Nous devrions aussi être associés à ce processus.
9. Encourager la diffusion de la Recommandation en favorisant sa traduction dans toutes les langues officielles des Etats membres et en contribuant à l'élaboration de versions adaptées aux jeunes.
10. Veiller à ce que les jeunes aient plus facilement accès à des bourses pour financer leurs projets. Ces aides sont encore plus importantes en période de crise économique.

Les rencontres de jeunes comme celle que nous venons de vivre au Centre européen de la jeunesse sont pour nous des occasions exceptionnelles d'enrichir nos connaissances. Les résultats des projets *Enter!* doivent être consolidés et pleinement exploités. Davantage de jeunes en Europe devraient pouvoir bénéficier de projets et de rencontres similaires.

L'exclusion, la violence et la discrimination ne sont pas une fatalité ! Les droits de l'homme et l'inclusion sociale sont des objectifs atteignables !

---

<sup>i</sup> Recommandation CM/Rec(2015)3.

<sup>ii</sup> <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=2234521>